

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE
ab64@developpement-durable.gouv.fr

Bayonne, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société DUBOS Travaux Publics

6 avenue Marcel Dassault
BP 523
64 600 Anglet

Références : Ubd40-64/2026D_
Code AIOT : 0005205186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement Société DUBOS Travaux Publics implanté Lieu dit Astokotxo 64120 Arbouet-Sussaute. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'une pollution du milieu par des hydrocarbures survenue dans la nuit du 09 au 10 décembre 2025 nous avons réalisé une visite d'inspection le 18 décembre 2025. L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 28 janvier 2026, d'associer une capacité de rétention à la cuve de 5 000 litres de fioul à l'origine de la pollution.

L'exploitant a adressé un rapport d'accident / indicent en date du 20 janvier 2026 établi selon le modèle du bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (BARPI). Un dysfonctionnement électromécanique (défaut matériel) sur le système autonome de transfert de fioul est la cause de ce déversement d'hydrocarbures pendant l'absence du personnel du site (système permettant le maintien en chauffe de la cuve à bitume 24h/24-7j/7).

Deux modifications matérielles ont été réalisées pour éviter un incident similaire :

- la mise en place d'un bac de rétention dédié à la cuve de fioul additionnelle ;
- la mise en place d'une commande par horloge sur le système de pilotage de la pompe de transfert de carburant : cet équipement a été monté le 19/01/2026. Le principe de ce nouvel équipement est de limiter l'autorisation d'alimentation électrique de la pompe de transfert à des plages horaires restreintes quotidiennement (y compris week-end), afin d'empêcher un potentiel débordement en cas de défaillance sur la sonde de niveau de la cuve additionnelle.

Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026 les résultats des mesures des rejets atmosphériques et des eaux pluviales ont été examinés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société DUBOS Travaux Publics
- Lieu dit Astokotxo 64 120 Arbouet-Sussaute
- Code AIOT : 0005205186
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n° 04/IC/342 du 03 août 2004, la société DUBOS TP a été autorisée à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune d'Arbouet-Sussaute.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accident ou d'incident	Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 6 et R 512-69	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 21.3 et 22	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 28/01/2026, article 1	Levée de mise en demeure
3	rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 14 et 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 janvier 2026 sont respectées. Cet arrêté peut être levé.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

1. le diagnostic de pollution du bassin de confinement de 25 m³ des eaux du site ;
2. les résultats des mesures des rejets atmosphériques 2026.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Rapport d'accident ou d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 6 et R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents/accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.
Constats : À la suite de la visite d'inspection du 18 décembre 2025 consécutif au déversement de 0.5 m ³ de fioul destinée au chauffage de la citerne à bitume, nous avons demandé (constat n° 1 du rapport d'inspection du 06/01/26) de transmettre un rapport d'accident complété avec : <ul style="list-style-type: none">• le diagnostic de pollution des sols et des mesures prises pour résorber cette pollution ;• les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen et long terme. L'exploitant a transmis un rapport d'incident daté du 20 janvier 2026. Ce rapport indique : "Mesures mises en œuvre pour les sols : Nous avons réalisé une visite sur site le 19/01/2026 avec l'entreprise APAVE (Mme PRIGENT) afin d'établir un devis pour le diagnostic de pollution des sols en adéquation avec les circonstances de l'incident. Le contenu exact du diagnostic sera transmis sous 1 mois maximum [...] La gestion envisagée vous sera proposée dans les plus bref délais." Pour rappel, une grande partie des hydrocarbures déversés ont été collectés dans le réseau eaux pluviales qui passe par un séparateur d'hydrocarbures, avant de se déverser dans le bassin de confinement de 25 m ³ de l'installation. Une autre partie se déverse dans les bassins de décantation et de rétention de la société voisine. Des barrières absorbantes ont été mises en place sur le dernier bassin. Un diagnostic de la pollution au niveau des bassins doit encore être réalisé.

Bassin de confinement du site

Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026 l'exploitant nous a expliqué attendre que le bassin de collecte des eaux pluviales de 25 m ³ s'assèche pour réaliser le diagnostic demandé. Les conditions météorologiques à venir doivent permettre une prochaine intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le diagnostic de pollution des sols au niveau du bassin de confinement de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Risques accidentels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2026, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 04/IC/74 du 23 février 2004 :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du grand réservoir,• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 18 décembre 2025 que la cuve de fioul de 5 000 litres, qui assure l'alimentation du système de maintien en chauffe du réservoir de stockage de bitume, à l'origine de la fuite d'hydrocarbures survenue dans la nuit du 09 au 10 décembre 2025, ne disposait pas d'une capacité de rétention.</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 28 janvier 2026 de respecter les dispositions de l'article 11.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 04/IC/74 du 23 février 2004 susvisé.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026 il a été constaté que la cuve de 5 000 litres dispose d'une rétention.</p> <div data-bbox="564 1234 967 1765"></div> <p>Capacité de rétention associée à la cuve de 5 000 litres</p>
<p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 5186/2026/03 du 28 janvier 2026 ayant été exécuté, il est proposé de le lever.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 14 et 16

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets et surveillance des rejets

Prescription contrôlée :
Article 14.3 - valeurs limites de rejets :
Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

Substances	Concentrations (en mg/l)	méthodes de référence
MES	30	NF EN 872
DCO	125	NFT 90101
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90114 (2)

Article 16 - surveillance des rejets
Chaque trimestre, lors des épisodes pluvieux, l'exploitant fait effectuer des mesures sur les rejets issus des ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.
[...]

Constats :
Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026 nous avons consulté les 4 mesures suivantes des rejets des eaux pluviales :

Paramètres	Concentrations (en mg/l)			
	12/12/2025	12/08/2025	02/06/2025	11/03/2025
MES	2	12	< 2	8,3
DCO	7,51	5,14	< 5	< 5
Hydrocarbures totaux	0,11	0,08	< 0,05	< 0,05

Les résultats sont conformes aux valeurs limites fixées à l'article 14.3 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2004.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2004, article 21.3 et 22

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets

Prescription contrôlée :

Article 21.3 - valeurs limites de rejet
Les gaz issus du tambour sécheur malaxeur respectant les valeurs suivantes :

Paramètres	concentrations maximales en mg/Nm³
poussières	50
SO2	150
NOx, en équivalent NO₂	200
COV	110

Article 22 - contrôles et surveillance
Le fonctionnement des appareils d'épuration devra être contrôlé en permanence.
Une fois par an, l'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté ainsi que les teneurs en oxygène, oxyde de soufre, poussières et oxyde d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère du tambour sécheur malaxeur, selon les méthodes normalisées en vigueur.
[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2026 nous avons consulté les résultats des mesures des rejets suivants :

Paramètres	concentrations maximales en mg/Nm³		
	19/09/2025	18/09/2024	27/09/2023
poussières	1240,39	612,39	239
SO2	2,13	0,83	0,086
NOx, en équivalent NO2	19,55	19,20	13
COV	124,68	149,40	109

Les résultats des mesures font apparaître un dépassement des valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 pour les deux paramètres suivants :

- un dépassement important de la valeur limite en poussières ;
- un dépassement de la valeur limite en COV.

L'exploitant nous a indiqué avoir rénové le système de filtration en 2026 comme mesure corrective aux dépassements constatés. Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

1. les factures associées aux travaux de rénovation du système de filtration ;
2. avant le 30 septembre 2026 (les mesures à réaliser nécessitent un fonctionnement continu suffisamment long de la centrale qui interviendra durant l'été 2026) le résultat des mesures des émissions atmosphériques 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre :

1. dès réception du rapport, les factures associées aux travaux de rénovation du système de filtration ;
2. avant le 30 septembre 2026 (les mesures à réaliser nécessitent un fonctionnement continu suffisamment long de la centrale qui interviendra durant l'été 2026), le résultat des mesures des émissions atmosphériques 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois pour les mesures des émissions atmosphériques 2026